

Convention collective nationale

IDCC : 3203 | **STRUCTURES ASSOCIATIVES DE PÊCHE DE LOISIR
ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE**
(22 juin 2013)

Avenant n° 3 du 6 mars 2024

à l'accord du 15 septembre 2015
relatif au régime de prévoyance complémentaire

NOR : ASET2450505M

IDCC : 3203

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNSAPL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FEETS FO ;

CFTC Agri ;

UNSA 3S ;

FGA CFDT,

d'autre part,

Préambule

Il est rappelé que par accord collectif du 15 septembre 2015, les partenaires sociaux ont mis en place un régime de prévoyance complémentaire obligatoire couvrant les risques incapacité de travail, invalidité et décès (ci-après « le régime de prévoyance complémentaire »).

Ce régime a pour objectif de garantir l'accès de l'ensemble des salariés relevant de la convention collective nationale des structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique, à une couverture collective de prévoyance de qualité.

Conformément à l'article 6 de l'accord collectif du 15 septembre 2015, la commission nationale paritaire de suivi s'est réunie en date du 6 mars 2024 afin de soumettre à la CNPPNI la modification de l'article 3.1 du présent accord relatif à la définition des catégories objectives de salariés bénéficiaires du régime de prévoyance complémentaire obligatoire, suite à l'évolution de la réglementation.

Il est en effet rappelé que suite à la fusion au 1^{er} janvier 2019 des régimes de retraite Agirc et Arrco et à l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017, les références aux articles 4, 4 *bis* et 36 de la CCN du 14 mars 1947, et plus généralement au régime Agirc sont devenues obsolètes.

C'est dans ces conditions que le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 est venu modifier les critères permettant de définir les catégories objectives de bénéficiaires des régimes de protection sociale complémentaire visés à l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale, mais également de renouveler le mécanisme visé par l'ancien article 36. Ainsi, peuvent être intégrés à la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties collectives mentionnées à l'article L. 911-1 certains salariés définis par accord de branche, sous réserve d'un agrément de la commission paritaire de l'APEC.

C'est dans ce contexte que les parties ont pris la décision, après validation par la CNPPNI de réviser l'article 3.1 de l'accord collectif du 15 septembre 2015, en application de son article 10, et de modifier, en conséquence, les catégories de bénéficiaires.

Il a donc été décidé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Catégorie de bénéficiaires

Afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation intervenue, les parties signataires ont souhaité :

- adapter et actualiser la définition des bénéficiaires visés à l'article 3.1 de l'accord, sans apporter de modifications au champ des bénéficiaires ;
- mettre en conformité le régime de prévoyance conventionnel, avec les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale.

L'article 3.1 de l'accord de prévoyance est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le régime de prévoyance complémentaire bénéficie à l'ensemble des salariés des structures associatives entrant dans le champ d'application du présent accord, sans condition d'ancienneté :

- relevant des articles 2.1, 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et "salariés intégrés à la catégorie des cadres et assimilés, tels que ci-après définis" ;
- ne relevant pas des articles 2.1, 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et "salariés intégrés à la catégorie des cadres et assimilés, tels que ci-après définis" ;

Les parties entendent, à ce titre, préciser que, sous réserve de l'agrément de la commission paritaire de l'APEC :

- pour l'application de l'article 2.1 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, sont visés les salariés cadres relevant des niveaux V et VI au sens de la classification conventionnelle ;
- pour l'application de l'article 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres qui définissent les salariés assimilés aux cadres, sont visés les salariés agents de maîtrise relevant du niveau IV échelon 3 au sens de la classification conventionnelle ;
- pour l'application des dispositions de l'article R. 242-1-1, alinéa 2 du code de la sécurité sociale relatives à la définition des salariés intégrés au champ des bénéficiaires du régime de protection sociale complémentaire des cadres et assimilés, sont visés les salariés techniciens de niveau IV – échelon 2, pour les seuls personnels assurant la gestion courante et le suivi d'une exploitation piscicole, au sens de la classification conventionnelle. »

Les parties précisent enfin qu'au sein des dispositions des articles 4.2.1, 4.2.2 et 5.3.1 2° de l'accord collectif du 15 septembre 2015 et du tableau de garanties annexé à l'accord, les termes :

« Salariés relevant des articles 4, 4 *bis* et 36 au sens de la CCN du 14 mars 1947 » sont substitués par « Salariés relevant des articles 2.1, 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et salariés intégrés à la catégorie des cadres et assimilés tels que définis à l'article 3.1 ».

« Salariés ne relevant pas des articles 4, 4 *bis* et 36 au sens de la CCN du 14 mars 1947 » sont substitués par « Salariés ne relevant pas des articles 2.1, 2.2 de l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017 et salariés intégrés à la catégorie des cadres et assimilés tels que définis à l'article 3.1 ».

Article 2 | Durée. Dépôt et publicité

Le présent avenant s'incorpore à l'accord du 15 septembre 2015 (dernièrement révisé par l'avenant n° 2 en date du 17 mai 2022), relatif au régime de prévoyance complémentaire qu'il modifie.

Les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir pour les entreprises de moins de 50 salariés des dispositions spécifiques types telles que prévues à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025, sous réserve de l'agrément de la commission paritaire de l'APEC.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par la loi.

Fait à Paris, le 6 mars 2024.

(Suivent les signatures.)

Structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique (IDCC 3203)
Convention collective du 22 juin 2013
Avenant n°3 du 6 mars 2024 à l'accord collectif du 15 septembre 2015 relatif à la prévoyance complémentaire

PROCEDURE

- Article 3 de l'ANI du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres,
- Décret 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective.

LES TEXTES

Le système de classification de la CCN du 22 juin 2013 s'articule autour de 3 métiers :

- Les métiers du *technique* liés aux travaux et études des milieux aquatiques et des ressources piscicoles ;
- Les métiers du *développement* liés au développement, à la communication, l'animation et la promotion du loisir pêche ;
- Les métiers de *l'administratif* liés à la gestion administrative, financière, comptable, juridique et sociale.

La grille de classification comporte 6 niveaux : le niveau I correspond aux agents de service – le niveau VI correspond aux directeurs – chacun des niveaux II, III, IV, V caractérisent, par métiers, les emplois liés au développement, au technique et à l'administratif.

Chaque emploi se caractérise par :

- Une définition de l'emploi ;
- Les principales missions repères ;
- Le niveau de formation requis.

Enfin, le rattachement d'un salarié s'effectue de manière progressive et par étape : un positionnement par métier, par emploi, par niveau et par échelon.

Le système de classification établi par la convention collective du 22 juin 2013 a fait l'objet d'un agrément rendu par l'Agirc le 20 juin 2014 (circulaire 2014-4-DRJ). Pour rappel :

1- Cadres - Article 4
Les personnels cadres des niveaux V et VI - quel que soit l'échelon - seront obligatoirement inscrits au titre de l'article 4 de la convention collective nationale du 14 mars 1947. (cf. annexe 1).
2- Assimilés cadres - Article 4 bis
Le niveau IV-échelon 3 correspondant au statut d'agent de maîtrise a été retenu comme seuil et unique critère des personnels devant être affiliés au titre de l'article 4 bis. (cf. annexe 2).
3- Article 36 - annexe 1
Etant donné les particularités de la profession en matière de retraite complémentaire et notamment du rattachement antérieur à l'ex-CPCEA d'un grand nombre de fédérations justifiant l'obligation de faire application de l'article 36 - annexe 1, la commission a donné son accord sur la limitation de celle-ci au niveau IV-échelon 2 pour les seuls personnels assurant la gestion courante et le suivi d'une exploitation piscicole. (cf. annexe 3).

Depuis ledit agrément la classification professionnelle de la branche n'a pas été modifiée.

L'avenant n°3 du 6 mars 2024 à l'accord collectif du 15 septembre 2015 relatif à la prévoyance complémentaire, soumis à la Commission paritaire, définit notamment les salariés non-cadres qui peuvent être intégrés à la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties collectives de protection sociale complémentaire, conformément au décret 2021-1002 du 30 juillet 2021.

DETERMINATION DES COTISANTS OBLIGATOIRES A LA PREVOYANCE DES CADRES (articles 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17.11.2017 - anciennement articles 4 et 4 bis de la CCN de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947)

- **CADRES (article 2.1)**

La Commission paritaire valide l'affiliation des salariés cadres – soit les niveaux V et VI - à l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017.

- **ASSIMILES CADRES (article 2.2)**

La Commission paritaire valide l'affiliation des salariés agents de maîtrise relevant du niveau IV échelon 3 à l'article 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017.

VALIDATION DE L'ASSIMILATION DE CERTAINES CATEGORIES DE SALARIES A LA CATEGORIE DES CADRES EN VUE DE LA CONSTITUTION D'UNE CATEGORIE OBJECTIVE BENEFICIAIRE D'UNE COUVERTURE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (Décret 2021-1002 du 30 juillet 2021)

La Commission Paritaire valide l'intégration des salariés techniciens de niveaux IV échelon 2 pour les seuls personnels assurant la gestion courante et le suivi d'une exploitation piscicole, à la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties de protection sociale complémentaire conformément au décret 2021-1002 du 30 juillet 2021.

DEVOIR D'INFORMATION

La délibération adoptée par la Commission paritaire est :

- publiée sur le site internet <https://commission-paritaire.apec.fr/>,
- notifiée à sa CPPNI, pour qu'ils informent les entreprises relevant du champ d'application de la CCN,
- communiquée le plus largement aux représentants des organismes et institutions auxquels est versée la contribution visée par l'article 1^{er} de l'ANI du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres.

ANNEXES

- Annexe 1 : Tableau de synthèse de l'agrément
- Annexe 2 : Classification des emplois cadres des niveaux V et VI issue de l'article 8.6 de la CCN
- Annexe 3 : Classification des emplois TAM du niveau IV issue de l'article 8.6 de la CCN

➤ ANNEXE 1

	Niveaux	Echelons	
NON CADRES	I	1	Hors régime
		2	
	II	1	
		2	
	III	1	
		2	
TECHNICIENS	IV	1	Peuvent être intégrés à la catégorie des cadres pour le bénéfice de PSC (décret 2021-1002)
		2	
AM		3	Article 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017
CADRES	V	1	Article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017
		2	
		3	
	VI	1	
		2	
		3	

Niveau V

Métiers	Technique	Développement	Administratif
Emplois	Responsable technique	Responsable développement	Responsable administratif et financier
Définition des emplois	Ces emplois nécessitent de la part de leurs titulaires l'exercice des fonctions requérant la mise en œuvre de connaissances et de compétences en particulier scientifiques acquises et maîtrisées. Ces fonctions impliquent initiative et responsabilité notamment dans la définition et/ou la mise en œuvre d'une stratégie dans le champ d'activité de la série de métiers considérée. Les titulaires de ces emplois peuvent également exercer une fonction d'encadrement. Ils sont les interlocuteurs privilégiés des structures associatives de pêche dans leur domaine de compétences. Ces emplois requièrent notamment de la part de leurs titulaires d'être force de propositions. Enfin, ce niveau requiert, à l'échelon 3, d'alerter, de conseiller et d'orienter les choix des organes statutaires, notamment en termes de veille.		
Principales missions repères	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'application de la politique des instances statutaires dans son domaine de compétences ; - Élaboration, mise en œuvre et évaluation de la politique départementale de gestion (PDPG, SDVP, ...), et intervention sur les milieux aquatiques ; - Conduite de missions techniques (recherche, connaissances, bases de données) appliquées dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques et leur valorisation ; - Encadrement et management du personnel subordonné ; - Suppléance de son supérieur hiérarchique à titre occasionnel - Conseil, veille et assistance interne et externe. 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'application de la politique des instances statutaires dans son domaine de compétences ; - Définition, mise en œuvre, suivi et évaluation d'une stratégie départementale de développement du loisir pêche ; - Contribution à la définition, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique départementale de gestion (PDPG, SVP...); - Définition, mise en œuvre, suivi et évaluation d'une stratégie de communication (élaboration et coordination des supports de communication de la structure associative), en accord avec la stratégie nationale ; - Définition et mise en œuvre d'actions et de partenariats notamment en faveur d'une éducation à l'environnement et aux milieux aquatiques ; - Encadrement et management du personnel subordonné ; - Conseil, veille et assistance interne et externe. 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'application de la politique des instances statutaires dans son ressort ; - Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique budgétaire et financière ; - Gestion et administration du personnel ; - Encadrement et management du personnel subordonné ; - Conseil, veille et assistance interne et externe.
Niveau de formation requis	Un niveau de formation équivalent au niveau II du répertoire national des certifications professionnelles (niveau BAC + 3/BAC + 4) ou toute formation diplômante ou qualifiante de ce niveau.		

Article 2.1

Niveau VI

	Directeur (trice)
Définition de l'emploi	Cet emploi requiert une parfaite maîtrise du fonctionnement associatif, de ses domaines et champs d'activités. Il requiert notamment des compétences confirmées dans différents domaines (statutaire, légal, comptable et financier, technique, promotion, encadrement). Il suppose une évaluation globale des actions.
Principales missions repères	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de la politique définie par le Conseil d'Administration ; - Gestion administrative, financière et technique de la structure ; - Direction et gestion des ressources humaines ; - Suivi et gestion des conventions de partenariat ; - Représentation extérieure de la structure ou du Président.
Niveau de formation requis	Un niveau de formation équivalent au niveau I du répertoire national des certifications professionnelles (niveau BAC + 5) ou toute formation diplômante ou qualifiante de ce niveau.

Niveau IV - Échelon 3 Statut agent de maîtrise

Article 2.2

Métiers	Technique	Développement	Administratif
Emplois	Technicien(ne) qualifié(e) et hautement qualifié(e)	Chargé(e) de développement	Assistant(e) administratif(ve)
Définition des emplois	En sus des critères relatifs au statut de technicien, ces emplois nécessitent en particulier de relayer les instructions et d'évaluer/améliorer de manière permanente les outils, procédures, organisations et techniques de travail notamment pour les adapter aux situations les plus complexes rencontrées. Ils impliquent de la part de leurs titulaires d'être de véritables interfaces en interne et en externe.		
Principales missions repères	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination des travaux et interventions en milieux naturels, notamment avec les différents acteurs externes ; - Assistance des structures associatives de pêche dans son domaine de compétences ; - Représentation du supérieur hiérarchique ou de l'employeur, à la demande de ce(s) dernier(s), et de manière occasionnelle ; - Le cas échéant : planification, organisation et contrôle des tâches du personnel qu'il anime ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Animation et assistance au réseau associatif affilié. - Mise en œuvre et coordination des projets de développement du loisir pêche, notamment avec les acteurs externes. - Coordination des outils et moyens de communication des orientations stratégiques de la structure associatives - Représentation du supérieur hiérarchique ou de l'employeur, à la demande de ce(s) dernier(s) et de manière occasionnelle - Le cas échéant, planification, organisation et contrôle des tâches du personnel qu'il anime. 	<ul style="list-style-type: none"> - Représentation du supérieur hiérarchique ou de l'employeur, à la demande de ce(s) dernier(s), et de manière occasionnelle ; - Le cas échéant, planification, organisation et contrôle des tâches du personnel subordonné ;
Niveau de formation requis	Un niveau de formation équivalent au niveau III du répertoire national des certifications professionnelles (niveau BAC + 2) ou toute formation diplômante ou qualifiante de ce niveau.		

Niveau IV - Echelon 1/ Echelon 2

Statut technicien*

* Sous réserve de la position de l'AGIRC pour ce qui concerne le régime de retraite

Peuvent être intégrés à la catégorie des cadres conformément au D2021-1002 du 30/07/2021

Métiers	Technique	Développement	Administratif
Emplois	Technicien(ne) qualifié(e) et hautement qualifié(e)	Chargé(e) de développement	Assistant(e) administratif(ve)
Définition des emplois	Ces emplois nécessitent de recourir à un ensemble de compétences transversales maîtrisées et mises en œuvre à partir d'instructions et en fonction des résultats attendus. Ils supposent la conception et la maîtrise des outils, des procédures et des techniques pour une utilisation optimale de ces derniers. Les titulaires de ces emplois veillent à l'efficacité de leur organisation et à leurs résultats.		
Principales missions repères	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre opérationnelle de la politique départementale de gestion piscicole et de protection des milieux aquatiques (PDPG, SDVP, migrants...); - Soutien dans son domaine de compétences ; - Gestion courante et suivi d'une exploitation piscicole ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de développement du loisir pêche de la structure associative ; - Mise en place opérationnelle, tenue et évaluation des outils et des moyens logistiques, de communication interne et externe ; - Formation des bénévoles et des salariés en matière de développement du loisir pêche ; - Animation et sensibilisation à la pêche et aux milieux aquatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et suivi des réunions statutaires : préparation des documents, préparation des délibérations, prise de note, rédaction et processus de validation du procès-verbal - Organisation et coordination des informations internes et externes liées au fonctionnement de la structure : concevoir et rédiger des courriers/rapports/notes, traiter et transmettre les décisions, notes de service, conventions... - Établissement des documents comptables et financiers (bilan, budget prévisionnel, compte de résultat...); - Suivi budgétaire de la structure associative ; - Paye, déclarations fiscales et sociales ; - Soutien en interne et aux structures associatives adhérentes dans son domaine de compétences.
Niveau de formation requis	Un niveau de formation équivalent au niveau III du répertoire national des certifications professionnelles (niveau BAC + 2) ou toute formation diplômante ou qualifiante de ce niveau.		